

Conditions Générales DKV

Allgemeine Geschäftsbedingungen DKV



Table des matières

SECTION 1 – GENERALITES

Article 1 – Définitions
Article 2 – Champ d'application
Article 3 – Objet
Article 4 – Souscription du Contrat
Article 5 – Encours
Article 6 – Equipements
Article 7 – Formation des contrats particuliers pour l'acquisition des produits et services

SECTION 2 – CONDITIONS D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Article 8 – Propriété et utilisation personnelle
Article 9 – Garde des Equipements et du Code PIN
Article 10 – Contrôle
Article 11 – Perte ou vol des Equipements – Responsabilité du Client
Article 12 – Blocage
Article 13 – Remplacement et restitution des Equipements

SECTION 3 – CONDITIONS FINANCIERES

Article 14 – Prix, rémunération, autres frais et coûts
Article 15 – Facturation
Article 16 – Sûreté / Garantie

SECTION 4 – RECLAMATION, RESPONSABILITE, PRESCRIPTION

Article 17 – Réclamation
Article 18 – Responsabilité
Article 19 – Prescription

SECTION 5 – DUREE ET RESILIATION

Article 20 – Durée
Article 21 – Résiliation

SECTION 6 – ESPACE CLIENT – DONNEES PERSONNELLES

Article 22 – Conditions d'accès en ligne à l'Espace Client
Article 23 – Données personnelles

SECTION 7 – DIVERS

Article 24 – Transfert du Contrat
Article 25 – Clause de sauvegarde
Article 26 – Confidentialité des conditions contractuelles individuelles
Article 27 – Droit applicable – Jurisdiction
Article 28 – Validité et interprétation

Übersetzung Inhaltsverzeichnis

TEIL 1 – ALLGEMEINES

Artikel 1 – Begriffsbestimmungen
Artikel 2 – Geltung
Artikel 3 – Gegenstand der AGB
Artikel 4 – Vertragsabschluss
Artikel 5 – Verfügungsrahmen
Artikel 6 – Legitimationsobjekte
Artikel 7 – Zustandekommen einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen

TEIL 2 – NUTZUNGSBEDINGUNGEN DER LEGITIMATIONSOBJEKTE

Artikel 8 – Eigentum und persönliche Nutzung
Artikel 9 – Aufbewahrung der LEO und des PIN Codes
Artikel 10 – Prüfung
Artikel 11 – Verlust oder Diebstahl des LEO – Haftung des Kunden
Artikel 12 – Sperre
Artikel 13 – Austausch und Rückgabe des LEO

TEIL 3 – FINANZIELLE BEDINGUNGEN

Artikel 14 – Preise, Vergütung sowie sonstige Kosten und Auslagen
Artikel 15 – Rechnungsstellung
Artikel 16 – Sicherheit/Garantie

TEIL 4 – REKLAMATION, HAFTUNG, VERJÄHRUNG

Artikel 17 – Reklamation
Artikel 18 – Haftung
Artikel 19 – Verjährung

TEIL 5 – DAUER UND KÜNDIGUNG

Artikel 20 – Dauer
Artikel 21 – Kündigung

TEIL 6 – KUNDENBEREICH – PERSONENBEZOGENE DATEN

Artikel 22 – Bedingungen für den Onlinezugang zum geschützten Kundenbereich
Artikel 23 – Personenbezogene Daten

TEIL 7 – SONSTIGES

Artikel 24 – Vertragsübertragung
Artikel 25 – Salvatorische Klausel
Artikel 26 – Geheimhaltung von individuellen Vertragskonditionen
Artikel 27 – Anwendbares Recht – Gerichtsbarkeit
Artikel 28 – Geltung und Auslegung

SECTION 1 – GENERALITES

Article 1 – Définitions

« **Client** » : désigne la personne ou l'entreprise qui conclut à des fins professionnelles un Contrat avec DKV lui permettant de bénéficier des Equipements.

« **CG** » : désigne les présentes conditions générales.

« **Contrat** » : désigne le Contrat liant DKV au Client incluant les présentes conditions générales et les éventuelles conditions spécifiques, particulières ou complémentaires et directives applicables.

« **DKV** » : désigne la société **DKV Euro Service GmbH + Co. KG**.

« **Encours** » : désigne l'encours tel que défini à l'article 5 des CG.

« **Encours Global** » : désigne l'encours global valant pour l'ensemble des sociétés du Groupe DKV tel que défini à l'article 5 des CG.

« **Espace Client** » : désigne la partie sécurisée du Site de DKV dédiée au Client et sur lequel le Client peut se connecter grâce à des identifiants personnels lui permettant d'accéder aux services en ligne de DKV.

« **Equipement** » : désigne toute carte, application DKV Mobile CARD, ou autres appareils et équipements tels que définis à l'article 6 des CG fournis par DKV directement ou avec le concours d'un partenaire lié contractuellement à DKV au Client.

« **Site** » : désigne le site internet www.dkv-euroservice.com.

Article 2 – Champ d'application

2.1 La possession et/ou l'utilisation des Equipements emportent de plein droit l'adhésion sans réserve aux présentes CG et à celles qui viendraient les remplacer ou les modifier. Plus généralement, les CG s'appliquent à toute relation contractuelle entre DKV et le Client y compris après leur cessation. Les CG primeront irrévocablement sur toutes conditions générales du Client qui se trouveront de ce fait purement et simplement écartées.

2.2 Des conditions particulières ou spécifiques (les « Conditions Complémentaires ») peuvent s'appliquer pour la fourniture de produits et services spécifiques et/ou d'Equipements spécifiques (par exemple électromobilité, GNV, péage, services liés aux véhicules, services numériques et autres permettant l'accès aux livraisons et prestations en dehors de la République fédérale d'Allemagne, p.ex. dans les pays disposant de réglementations particulières). Les Conditions Complémentaires en vigueur sont consultables à tout moment sur le Site www.dkv-euroservice.com/bedingungen-und-richtlinien ou dans l'Espace Client www.dkv-euroservice.com/portal/en/web/customers/bedingungen-und-richtlinien ou encore sur demande. DKV et le Client peuvent également convenir séparément de Conditions Complémentaires pour des prestations spécifiques. Tout recours à ces prestations spécifiques et/ou toute utilisation de ces Equipements spécifiques par le Client emporte(nt) de plein droit adhésion aux Conditions Complémentaires qui font partie intégrante du Contrat. Les dispositions de l'article 2.4 s'appliquent à l'entrée en vigueur ou à la modification des Conditions Complémentaires. Les Conditions Complémentaires priment sur les CG.

2.3 Des conditions particulières d'utilisation régissant l'utilisation d'un service in situ (les « Conditions particulières d'utilisation ») peuvent également être applicables et font partie intégrante du Contrat. Le Client doit notamment respecter les consignes en résultant. C'est le cas notamment lorsque ces Conditions particulières d'utilisation sont affichées sur le lieu où le Client a recours au service (par ex. règlement intérieur d'un parking) ou encore si le Client ne peut ignorer que le recours au service est soumis à des Conditions particulières d'utilisation (par exemple dans le cadre d'une application nécessaire à l'activation du service).

2.4 DKV se réserve le droit de modifier à tout moment les CG. En cas de modification des CG, le Client en sera informé par courrier électronique ou tout autre moyen et DKV mettra les nouvelles CG à disposition du Client. Le Client aura la possibilité de refuser les nouvelles CG dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la réception de l'information, en procédant à la résiliation du Contrat et en cessant immédiatement d'utiliser les Equipements en sa possession et en les retournant à DKV selon les modalités définies à l'article 13.2 des CG. Dans tous les cas, toute poursuite d'utilisation des Equipements après transmission de l'information emportera acception sans réserve par le Client des nouvelles CG. Les CG en vigueur sont consultables à tout moment sur le Site www.dkv-euroservice.com/agb ou encore sur demande.

2.5 Le Client accepte la transmission et la signature de tout document par voie dématérialisée et reconnaît leur opposabilité.

Article 3 – Objet

Les CG ont pour objet de définir les conditions d'obtention, d'utilisation, de fonctionnement et de restitution et toute autre condition relatives aux Equipements ainsi qu'aux produits et services fournis par DKV.

Article 4 – Souscription du Contrat

4.1 Toute demande de souscription d'un Contrat (« Demande du Client ») devra obligatoirement comporter l'ensemble des documents et informations requis par DKV, le cas échéant dûment complétés et signés.

4.2 Le Client devra notamment communiquer une estimation du volume et/ou du montant maximum de ses besoins mensuels en produits et services DKV. Cette estimation qui relève de la seule responsabilité du Client contribuera à déterminer le montant maximum de l'encours mensuel qui pourra être consenti par DKV au Client et les garanties requises à cet effet. DKV se réserve le droit d'obtenir, notamment auprès de son assureur-crédit, toute information qu'elle juge nécessaire pour déterminer l'Encours et la garantie requise.

4.3 DKV se réserve la faculté de ne pas donner suite à la Demande du Client en cas de retour incomplet de ladite demande de souscription ou pour tout autre motif, tel que notamment le défaut de fourniture des sûretés et/ou des garanties réelles ou personnelles que DKV jugera nécessaire à la souscription du Contrat.

TEIL 1 – ALLGEMEINES

Artikel 1 – Begriffsbestimmungen

„**Kunde**“ : bezeichnet die Person oder das Unternehmen, die/das einen Vertrag zu gewerblichen Zwecken mit DKV abschließt, der sie/es berechtigt die LEO zu nutzen.

„**AGB**“ : bezeichnet die vorliegenden allgemeinen Geschäftsbedingungen.

„**Vertrag**“ : bezeichnet den zwischen DKV und dem Kunden geschlossenen Vertrag unter Einbezug der vorliegenden allgemeinen Geschäftsbedingungen und den spezifischen Bedingungen, Sonderbedingungen, besonderen Nutzungsbedingungen und Richtlinien.

„**DKV**“ : bezeichnet die Gesellschaft DKV Euro Service GmbH + Co. KG.

„**Verfügungsrahmen**“ : bezeichnet den in Artikel 5 AGB definierten Verfügungsrahmen.

„**Gesamt-Verfügungsrahmen**“ : bezeichnet den in Artikel 5 AGB definierten Gesamt-Verfügungsrahmen für alle Gesellschaften der DKV-Gruppe.

„**Kundenbereich**“ : bezeichnet den gesicherten Teil der DKV-Internetseite, der für den Kunden bestimmt ist und mit der sich dieser mittels eines persönlichen Benutzernamens, der den Zugang zum DKV-Onlineservice ermöglicht, verbinden kann.

„**Legitimationsobjekte**“ (**LEO**) : bezeichnet sämtliche dem Kunden von DKV selbst oder gemeinsam über verbundene Partner von DKV bereitgestellte Karten, DKV Mobile CARD Application, oder sonstigen Geräten und Einrichtungen im Sinne des Artikels 6 AGB.

„**Internetseite**“ : bezeichnet die Internetseite www.dkv-euroservice.com.

Artikel 2 – Geltung

2.1 Der Besitz und/oder die Nutzung der LEO haben automatisch eine vorbehaltlose Annahme dieser AGB sowie derjenigen, die diese ersetzen oder ändern. Die AGB gelten darüber hinaus für alle vertraglichen Beziehungen zwischen DKV und dem Kunden, auch nach deren Beendigung. Die AGB gehen unwiderruflich allen allgemeinen Geschäftsbedingungen des Kunden vor, die in diesem Fall keine Anwendung finden und ausgeschlossen werden.

2.2 Für spezielle Lieferungen, Leistungen und/oder Legitimationsobjekte (z. B. Elektro- und Gasmobilität, Maut- und Fahrzeugservices, digitale Services und ferner solche, die dem Bezug von Lieferungen und Leistungen außerhalb des Geltungsbereichs der Bundesrepublik Deutschland dienen, z. B. in Ländern mit besonderen regulatorischen Anforderungen) kann DKV besondere oder spezielle Bedingungen (nachstehend „besondere Bedingungen“) erlassen. Die aktuell geltenden besonderen Bedingungen können unter der Internetseite www.dkv-euroservice.com/bedingungen-und-richtlinien, dem geschützten Kundenbereich unter www.dkv-euroservice.com/portal/en/web/customers/bedingungen-und-richtlinien oder auf Anfrage an DKV eingesehen werden. Besondere Bedingungen für spezielle Leistungen können ferner zwischen DKV und dem Kunden gesondert vereinbart werden. Die besonderen Bedingungen werden spätestens mit der Inanspruchnahme einer speziellen Leistung und/oder der Nutzung der Legitimationsobjekte durch den Kunden Vertragsbestandteil. Die Bestimmungen für Änderungen der AGB, die aus Artikel 2.4 AGB hervorgehen, gelten sowohl für die Inkraftsetzung als für die Änderung der besonderen Bedingungen. Die besonderen Bedingungen gelten vorrangig vor den AGB.

2.3 Besondere Nutzungsbedingungen, welche die Nutzung einer Leistung vor Ort regeln („Besondere Nutzungsbedingungen“) sind ebenfalls Vertragsbestandteil und gelten gegebenenfalls für die Inanspruchnahme einer Leistung vor Ort. Der Kunde ist verpflichtet die sich hieraus ergebenden Verhaltensmaßregeln einzuhalten, insbesondere dann, wenn die besonderen Nutzungsbedingungen am Ort der Leistungserbringung aushängen (z. B. die Hausordnung eines Parkhauses) oder auf andere Weise für den Kunden objektiv erkennbar wird, dass die Inanspruchnahme der Leistung diesen Besonderen Nutzungsbedingungen unterliegt (z. B. im Rahmen einer für die Leistungsaufbringung erforderlichen App).

2.4 DKV behält sich das Recht vor, die AGB jederzeit zu ändern. Im Falle einer Änderung der AGB, unterrichtet DKV den Kunden per Email oder auf andere Weise über die Änderung der AGB und stellt ihm die neuen AGB zur Verfügung. Der Kunde hat die Möglichkeit, die neuen AGB innerhalb einer Frist von (2) Monaten nach Erhalt der Information abzulehnen, indem er den Vertrag kündigt und unverzüglich die Nutzung der sich in seinem Besitz befindenden LEO beendet und diese an DKV gemäß den Bestimmungen in Artikel 13.2 der AGB zurückgibt. Jede weitere Nutzung der LEO nach Zusendung der Information über die Änderung der AGB gilt als vorbehaltlose Annahme der neuen AGB durch den Kunden. Die jeweils aktuell geltenden AGB sind auf der Internetseite www.dkv-euroservice.com/agb abrufbar oder auf Anfrage an den DKV erhältlich.

2.5 Der Kunde erklärt sich mit der elektronischen Übermittlung sowie der elektronischen Unterzeichnung aller Dokumente einverstanden und erkennt deren Rechtswirksamkeit an.

Artikel 3 – Gegenstand der AGB

Die AGB haben die Bedingungen für die Beschaffung, die Nutzung, den Betrieb und die Rückgabe sowie alle anderen Bedingungen im Zusammenhang mit den LEO sowie der von DKV gelieferten Produkte oder Leistungen zum Gegenstand.

Artikel 4 – Vertragsabschluss

4.1 Jeder Antrag auf Abschluss eines Vertrages („Kundenantrag“) muss unbedingte alle von DKV geforderten Dokumente und Informationen enthalten, gegebenenfalls ordnungsgemäß vervollständigt und unterschrieben werden.

4.2 Der Kunde muss insbesondere DKV eine Schätzung des maximalen Umfangs und/oder des Betrags seines monatlichen Bedarfs an Produkten und Leistungen mitteilen. Diese Schätzung, die allein der Verantwortung des Kunden unterliegt, dient dazu, den Höchstbetrag des monatlichen Verfügungsrahmens, der dem Kunden von DKV gewährt werden kann, und die aufgrund dessen geforderten Garantien zu ermitteln. DKV behält sich das Recht vor, insbesondere von seinem Kreditversicherer alle Informationen einzuholen, die er für die Ermittlung des Verfügungsrahmens und der erforderlichen Garantie für erforderlich hält.

4.3 DKV behält sich die Möglichkeit vor, dem Kundenantrag im Falle einer unvollständigen Rücksendung des Antrags sowie aus jedem anderen Grund, wie insbesondere bei Nichtbereitstellung der von DKV für den Vertragsabschluss erforderlich gehaltenen persönlichen oder dinglichen Sicherheiten und/oder Garantien, nicht zu entsprechen.

4.4 Le Contrat entre en vigueur à compter de la confirmation écrite par DKV de son acceptation de la Demande du Client, soit dans des conditions spécifiques soit dans un courrier, cette confirmation faisant partie intégrante du Contrat. Tout changement concernant la situation du Client en cours de Contrat doit être signalé immédiatement à DKV.

Article 5 – Encours

5.1 DKV se réserve le droit d'accorder au Client dans la lettre de confirmation/le Contrat un Encours et un délai de paiement particulier. Si DKV en fait usage, le Client peut utiliser les Equipements uniquement à concurrence de l'Encours accordé par DKV et conformément à sa solvabilité et à ses liquidités de manière à garantir le paiement des créances de DKV à échéance. L'Encours représente le montant maximal jusqu'auquel le Client bénéficiera des livraisons et prestations de DKV. Le Client est tenu de se tenir informé de l'état actuel de son Encours par l'intermédiaire du service clients de DKV. DKV est en droit de contrôler le respect de l'Encours et peut bloquer l'utilisation ultérieure de tout ou partie des Equipements de plein droit, sans préavis et avec effet immédiat, en cas de dépassement.

Même si l'Encours disponible est dépassé du fait de l'utilisation des Equipements, DKV est en droit de réclamer le paiement des livraisons et prestations ou autres dépenses découlant de l'utilisation non autorisée des Equipements.

DKV est en droit d'augmenter ou de diminuer unilatéralement l'Encours en fonction de l'utilisation des livraisons et prestations de DKV par le Client, de sa solvabilité et de son comportement en matière de paiement. DKV en informera préalablement le Client. Si le Client n'est pas d'accord avec le nouveau montant de l'Encours, il pourra procéder à la résiliation de plein droit et sans préavis du Contrat conclu avec DKV et devra cesser de recourir à ses livraisons et prestations. S'il continue à avoir recours aux livraisons et prestations de DKV postérieurement à l'information reçue concernant le nouvel Encours, celui sera considéré comme accepté par le Client. Le Client peut également convenir avec DKV d'une augmentation de son Encours. L'augmentation requiert un accord écrit de DKV, celle-ci pouvant subordonner cet accord à la fourniture de toute sûreté et/ou garantie complémentaire qu'elle jugera nécessaire dans les conditions prévues à l'article 16 des CG.

5.2 Si le Client bénéficie également de produits et/ou prestations d'autres sociétés du groupe DKV, DKV peut aussi fixer un encours global qui est le montant maximum pour lequel le Client peut bénéficier de produits et/ou prestations des différentes sociétés du Groupe DKV (« Encours Global »).

Article 6 – Equipements

6.1 **Nature :** DKV met à la disposition du Client sur la base des informations contenues dans la Demande du Client, directement ou avec le concours de Partenaires liés contractuellement à DKV, une ou des cartes (« CARD »), une ou des application(s) DKV Mobile CARD (« App ») ou d'autres appareils et équipements permettant d'enregistrer les livraisons ou prestations auxquelles le Client a recours. Au moyen de ces Equipements et le cas échéant sur justification de sa qualité, le Client a la faculté de s'approvisionner, en cours de route sans argent liquide, en produits et/ou services, en relation avec ses véhicules et qui lui sont proposés par DKV, auprès des partenaires et de leurs points de service liés contractuellement à DKV (les « Partenaires ») ou également dans certains cas directement auprès de DKV. Pour autant, la mise à disposition d'un Equipement ne saurait emporter une quelconque obligation de vente de produits ou fourniture de services par DKV et/ou ses Partenaires au Client. DKV ne peut garantir la disponibilité des produits et services.

6.2 **CARD :** DKV peut mettre à la disposition du Client une ou plusieurs CARD, comme la DKV CARD ou une carte co-brandée, lui permettant, pendant la durée de validité de la CARD et dans la mesure où cela est indiqué pour le véhicule désigné sur la CARD, de se procurer sans argent liquide des produits ou de recourir à des services auprès des Partenaires liés par contrat à DKV ou également dans certains cas directement auprès de DKV, et ce tant en France qu'à l'étranger. La CARD pourra être affectée ou non à un véhicule. En tout état de cause, la CARD ne pourra être utilisée qu'à des fins professionnelles et que pour des produits et services en rapport avec les véhicules. DKV peut limiter les produits ou services auxquels le Client peut avoir recours par l'intermédiaire de la CARD au travers d'un niveau d'autorisation choisi par le Client. L'acquisition de produits ou le bénéfice des prestations de service peut être limité(e) – si cela est prévu – par DKV par des niveaux d'autorisation (Code de restriction = CR) choisis par le Client dans sa Demande du Client, et qui figurent sur la CARD.

6.3 **Application DKV Mobile CARD (« App ») :** L'App permet au Client l'utilisation d'une CARD dématérialisée. L'utilisation de l'App est soumise aux conditions particulières d'utilisation et de licence DKV, qui font partie intégrante du Contrat. Pour pouvoir utiliser l'App, le Client doit être équipé d'un terminal mobile compatible, apte à fonctionner et exempt de logiciel malveillant (virus/cheval de Troie etc...) et s'assurer de la compatibilité du système d'exploitation du terminal utilisé avec le système d'exploitation envisagé (p.ex. dans l'App Store correspondant). Le terminal utilisé nécessite un accès Internet, ce qui peut occasionner des frais supplémentaires pour le Client. Le Client sous sa seule responsabilité devra s'assurer de la compatibilité actuelle et future de ses matériels, logiciels, terminaux mobiles et des services de téléphonie mobile auxquels il aura souscrit avec les conditions techniques pour l'utilisation de l'App.

6.4 **Autres appareils et équipements :** DKV peut mettre à la disposition directement ou par ses Partenaires des appareils et équipements de DKV (« Appareils propres ») ou de Partenaires (« Appareils tiers ») permettant l'utilisation des services et/ou leur enregistrement, notamment en ce qui concerne les droits liés à l'utilisation de réseaux routiers (péage). Les formulaires de demande ainsi que les directives et conditions tant pour les Appareils propres que pour les Appareils tiers sont consultables à tout moment sur le Site www.dkv-euroservice.com ou dans l'Espace Client ou sur demande. Le Client est tenu de se conformer aux instructions figurant dans les documentations accompagnant les appareils et équipements ainsi que les directives applicables, qui font partie intégrante du Contrat. Les dispositions concernant les Conditions Complémentaires figurant au 2.2 sont applicables aux instructions et directives de DKV relatives aux Appareils propres. Le Client apportera tout le soin nécessaire au bon fonctionnement des appareils et équipements qui ne pourront être utilisés qu'à des fins professionnelles et que pour des prestations en rapport avec les véhicules.

4.4 Der Vertrag tritt mit der schriftlichen Bestätigung von DKV über die Annahme des Kundenantrags in Kraft, entweder unter dem Abschluss der spezifischen Bedingungen oder per Schreiben, wobei diese Bestätigung integraler Bestandteil des Vertrages ist. Jede Änderung der Situation des Kunden während der Vertragslaufzeit ist DKV unverzüglich zu mitzuteilen.

Artikel 5 – Verfügungsrahmen

5.1 DKV kann dem Kunden in dem Bestätigungsschreiben/Vertrag einen bestimmten Verfügungsrahmen und eine besondere Zahlungsfrist einräumen. Macht DKV hiervon Gebrauch, darf der Kunde die LEO nur in dem von DKV eingeräumten Verfügungsrahmen und im Rahmen seiner Bonitäts- und Liquiditätsverhältnisse nutzen, so dass der Ausgleich der DKV-Forderungen bei Fälligkeit gewährleistet ist. Der Verfügungsrahmen ist der Maximalbetrag, bis zu dem der Kunde Lieferungen und Leistungen des DKV in Anspruch nehmen darf. Der Kunde ist verpflichtet, sich über den aktuellen Stand seines Verfügungsrahmens über den Kundenservice von DKV unterrichtet zu halten. DKV ist berechtigt, die Einhaltung des Verfügungsrahmens zu überwachen und kann bei Überschreitung den weiteren Einsatz einzelner oder aller LEO automatisch, ohne weitere Ankündigung mit sofortiger Wirkung sperren.

Auch wenn durch die Nutzung der LEO der eingeräumte Verfügungsrahmen überschritten wird, ist DKV berechtigt, Zahlung der Lieferungen und Leistungen oder sonstiger Aufwendungen zu verlangen, die aus der unerlaubten Nutzung der LEO entstehen.

DKV ist berechtigt, den Verfügungsrahmen einseitig zu erhöhen oder zu reduzieren, je nach Nutzung der Lieferungen und Leistungen von DKV durch den Kunden, seiner Zahlungsfähigkeit und seinem Zahlungsverhalten. DKV wird den Kunden vorher entsprechend informieren. Wenn der Kunde nicht mit dem neuen Betrag des Verfügungsrahmens einverstanden ist, kann er automatisch und ohne Vorankündigung den mit DKV geschlossenen Vertrag kündigen, und muss die weitere Inanspruchnahme seiner Dienstleistungen einstellen. Jede weitere Inanspruchnahme der Leistungen von DKV nach der Information des neuen Verfügungsrahmens gilt als vorbehaltlose Annahme des neuen Verfügungsrahmens durch den Kunden. Der Kunde kann mit DKV auch eine Erweiterung seines Verfügungsrahmens vereinbaren. Die Erweiterung bedarf einer schriftlichen Vereinbarung mit DKV, der dieses Einverständnis unter die Bedingung der Erbringung jeder Art von ergänzender Sicherheit oder Garantie stellen kann, die er gemäß der Bedingungen des Artikel 16 der AGB für erforderlich hält.

5.2 Nimmt der Kunde auch Lieferungen und/ oder Leistungen anderer Gesellschaften der DKV-Gruppe in Anspruch, kann DKV den Verfügungsrahmen als monatlichen Maximalbetrag festlegen, bis zu dem der Kunde bei verschiedenen Unternehmen der DKV-Gruppe Lieferungen und/ oder Leistungen in Anspruch nehmen kann („Gesamt-Verfügungsrahmen“).

Artikel 6 – Legitimationsobjekte

6.1 **Art :** DKV stellt dem Kunden auf Basis der Angaben im Kundenantrag selbst oder gemeinsam über verbundene Partner eine oder mehrere Karten („CARD“), DKV Mobile CARD Application(s) („App“) oder sonstige Geräte und Einrichtungen zur Erfassung der in Anspruch genommenen Lieferungen und Leistungen zur Verfügung. Der Kunde hat die Möglichkeit sich mittels der LEO, und gegebenenfalls unter Nachweis seiner Eigenschaft als Kunde, unterwegs bargeldlos mit Produkten und/oder mit Leistungen, die mit dem Betrieb seines Kraftfahrzeugs im Zusammenhang stehen und über DKV angeboten werden, bei vertraglich verbundenen Servicepartnern und deren Servicestellen („Servicepartner“), in einigen Fällen auch unmittelbar beim DKV, zu versorgen. Dennoch begründet die Zuverfügungstellung eines Legitimationsobjektes für DKV oder seine Partner in keiner Weise eine Verpflichtung zum Verkauf von Produkten oder zur Erbringung von Leistungen an den Kunden. DKV kann die Verfügbarkeit der Produkte und Leistungen nicht garantieren.

6.2 **CARD :** DKV kann dem Kunden eine oder mehrere CARD, wie die DKV CARD oder Co-Branded-Cards zur Verfügung stellen, die ihn berechtigen, in dem auf der CARD angegebenen Gültigkeitszeitraum und soweit angegeben für das ausgewiesene Kraftfahrzeug, bei den vertraglich dem DKV angeschlossenen Partnern, in einigen Fällen auch unmittelbar beim DKV, sowohl in Frankreich als auch im Ausland bargeldlos Waren zu erwerben oder Leistungen in Anspruch zu nehmen. Die CARD kann einem bestimmten Fahrzeug zugeordnet sein oder nicht. Jedenfalls kann die CARD nur zu gewerblichen Zwecken und nur für fahrzeugbezogene Waren und Leistungen benutzt werden. DKV kann den Bezug von Waren oder die Inanspruchnahme von Leistungen durch den Kunden über die CARD mittels einer vom Kunden gewählten Berechtigungsstufe begrenzen. Die Berechtigung zum Bezug von Waren oder zur Inanspruchnahme von Leistungen kann bei DKV – sofern vorgesehen – durch eine vom Kunden bei der Antragstellung gewählte Berechtigungsstufe (Restriktionscode = RC), die aus der Karte ersichtlich ist, beschränkt werden.

6.3 **DKV Mobile CARD Application („App“) :** Die App gewährt dem Kunden die Nutzung einer CARD auf elektronischem Wege. Für die App gelten die jeweils vom DKV vorgesehenen besonderen Nutzungs- und Lizenzbedingungen, die Bestandteil dieses Vertrages sind. Die Verwendung der App setzt auf der Seite des Kunden die Bereitstellung eines kompatiblen, frei von Schadsoftware (Viren/Trojaner etc.) und in jeder Hinsicht funktionstauglichen mobilen Endgeräts sowie die Kompatibilität des Betriebssystems auf dem genutzten Endgerät mit dem (z. B. im jeweiligen App Store) vorgegebenen Betriebssystem voraus. Weiterhin wird auf dem genutzten Endgerät ein Internetzugang, durch den ggf. zusätzliche Kosten für den Kunden entstehen, vorausgesetzt. Der Kunde ist allein dafür verantwortlich, sicherzustellen, dass seine Hard- und Software sowie seine mobilen Endgeräte und die von ihm abgeschlossenen Mobilfunkverträge mit den technischen Voraussetzungen zur Nutzung der App kompatibel sind und bleiben.

6.4 **Sonstige Geräte und Einrichtungen zur Erfassung :** DKV kann selbst oder über seine Partner sonstige Geräte und Einrichtungen von DKV („Eigengeräte“) sowie von Servicepartnern („Fremdgeräte“) zur Verfügung stellen, die der Leistungsanspruchnahme und/ oder ihrer Erfassung, insbesondere betreffend Straßennutzungsgebühren (Maut), dienen. Anträge für eigene und Fremdgeräte sowie die Geräteanweisungen und Richtlinien können vom Kunden jederzeit entweder unter www.dkv-euroservice.com eingesehen werden oder werden im geschützten Kundenbereich des DKV-Online-Service bereitgestellt oder sind auf Anfrage von DKV erhältlich. Der Kunde ist verpflichtet, die Anweisungen der Geräte und Einrichtungen sowie die Richtlinien zu befolgen, die allesamt Bestandteil des Vertrages sind. Für die gerätebezogenen Anweisungen und die Richtlinien des DKV finden die Bestimmungen des Artikels 2.2 AGB für besondere Bedingungen Anwendung. Der Kunde ist verpflichtet, sämtliche Geräte schonend und pfleglich zu behandeln. Die Nutzung ist nur zu gewerblichen und fahrzeugbezogenen Zwecken zulässig.

6.5 Si cela est prévu par DKV, le Client peut commander ou gérer ses Equipements en utilisant les formulaires mis à sa disposition par DKV soit par courrier électronique soit sur son Espace Client. Le cas échéant, si c'est prévu par le Partenaire, le Client accepte que DKV agisse en son nom et pour son compte pour procéder à l'enregistrement et à la gestion des Equipements fournis (p. ex. modification des données du véhicule et du client) vis-à-vis du Partenaire et si besoin de conclure les actes juridiques à cet effet.

6.6 **Utilisation des Equipements en Italie:** Si DKV a conclu avec des fournisseurs italiens un contrat d'approvisionnement de marchandises déterminées au sens de l'article 1559 du Code civil italien («Codice Civile»), ou un contrat de fourniture de prestations de service ou un contrat d'entreprise et de fourniture de prestations de service au sens du droit civil italien, les Equipements donnent droit au Client et à ses préposés de recourir, pour couvrir leur besoin habituel, régulièrement et sans paiement en espèces, à des livraisons périodiques et régulières de marchandises déterminées au sens de l'article 1559 du code civil ou à la fourniture de prestations de service, dans les points de vente et points de service desdits fournisseurs. DKV tiendra le Client informé de l'existence des contrats d'approvisionnement ou de fourniture de prestations de service ou encore de contrats d'entreprise et de fourniture de prestations de service avec les fournisseurs italiens par la mise à jour régulière de son Site. Des modifications dans l'existence des contrats avec les fournisseurs italiens seront communiquées au Client périodiquement, généralement tous les trimestres dans le bandeau d'informations du relevé de factures avec en outre l'indication selon laquelle les modifications détaillées concernées peuvent être consultées par le Client sur le Site. Toutes les autres marchandises, prestations ou réparations auxquelles le Client a recours sans argent liquide en Italie au moyen des Equipements seront fournies au Client en tant que Livraison par des tiers.

6.7 Dès lors que l'Equipement confié par DKV au Client est rattaché à un véhicule, tout changement de plaque d'immatriculation ou de véhicule doit être immédiatement signalé à DKV.

Article 7 – Formation des contrats particuliers pour l'acquisition des produits et services

7.1 En général, DKV fournit en son propre nom et pour son propre compte les produits et services au Client («Livraison directe»).

DKV et le Client conviennent qu'un Contrat Particulier sera à chaque fois formé entre DKV et le Client, aux termes duquel le Client acquiert les produits et/ou services de DKV, dès que le Client se fournit auprès d'un Partenaire en produits et/ou services en rapport avec des véhicules et couverts par l'offre de produits et services de DKV et que le Partenaire accepte l'Equipement présenté à cet effet par le Client. Concomitamment à la conclusion de ce Contrat Particulier, il se formera un contrat particulier entre le Partenaire et DKV portant sur la délivrance du produit ou service concerné, dans le respect de l'accord conclu entre DKV et le Partenaire. Toutefois, si un contrat spécifique doit encore être conclu pour l'acquisition par DKV des produits et services concernés, le Client conclura, en tant que représentant de DKV au nom et pour le compte de DKV, le contrat correspondant avec le Partenaire, dès lors que le Client présentera l'Equipement et que ce dernier sera accepté par le Partenaire. En cas de Livraison directe, le Partenaire n'est pas autorisé à convenir avec le Client d'accords dérogatoires aux présentes CG ou qui seraient défavorables à DKV ou d'octroyer au Client des garanties engageant DKV.

7.2 Dans les cas exceptionnels où la Livraison directe ne peut être convenue avec les Partenaires et exclusivement pour des livraisons et prestations fournies en dehors de la France sur présentation d'un Equipement dans un point de service d'un Partenaire situé en dehors de la France, DKV négocie leurs offres de service ; dans ce cas, les produits et services seront fournis directement par le Partenaire au Client («Livraison par des tiers») selon des conditions du Partenaire convenues séparément entre le Partenaire et le Client. En cas de Livraison par des tiers situés en dehors de la France, le Client accepte d'ores et déjà de céder à DKV les créances du Partenaire situé en dehors de la France détenues à l'encontre du Client. En cas de Livraison par des tiers en dehors de la France, le Client est tenu de rembourser ou de payer à DKV toutes les créances ce qui incluent le montant de la créance en principal mais aussi les prix et frais de service visés à l'article 14 des CG. Par dérogation aux articles 17 et 18 des CG, DKV n'assume aucune obligation ni responsabilité pour la fourniture des produits et services au Client dans le cadre du contrat particulier conclu entre le Client et le Partenaire.

7.3 DKV peut également fournir les produits et services en son nom propre, mais pour le compte d'un Partenaire sur la base des contrats correspondants conclus avec ce dernier («Commission»). Dans ce cas, les produits et services de DKV seront fournis au Client par DKV. Le Client les paiera selon les dispositions des présentes CG.

SECTION 2 – CONDITIONS D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Article 8 – Propriété et utilisation personnelle

Les Equipements sont strictement personnels et ne peuvent, en aucun cas, être cédés ou remis à des tiers même en cas de cession de fonds de commerce ou en cas de procédure collective. Ils demeurent la propriété de DKV ou du Partenaire en cas d'Appareils tiers.

Article 9 – Garde des Equipements et du Code PIN

9.1 Le Client devra utiliser les Equipements sous sa responsabilité personnelle, en y apportant tous les soins et diligences nécessaires à leur conservation et leur bon fonctionnement et dans le strict respect des instructions et préconisations de DKV. En outre, le Client devra apporter un soin particulier, afin d'éviter que les Equipements soient perdus, volés ou utilisés à des fins illicites. A cet effet, les Equipements ne devront en aucun cas être conservés dans un véhicule ou un local sans surveillance. Le Client demeure entièrement responsable de tout usage irrégulier ou frauduleux qui pourrait en être fait.

9.2 Le Client devra prendre toutes les précautions utiles pour assurer la confidentialité des codes d'authentification personnels («Code(s) PIN») qui lui auront été attribués. Il devra donc tenir absolument secret le Code PIN et ne pas le transmettre à des tiers non autorisés, ni l'inscrire sur un Equipement ou tout autre support, ni le stocker ensemble avec un Equipement ou avec un autre appareil au sens de l'article 6.4. Il devra en outre tenir le courrier de communication du Code Pin dans un endroit sécurisé. Il devra s'assurer que le Code PIN soit composé à l'abri des regards indiscrets. Le Client devra prendre toutes les précautions, afin d'empêcher toute copie, reproduction, falsification, utilisation irrégulière du Code PIN et/ou

6.5 Sofern von DKV vorgesehen kann der Kunde das LEO mittels eines per Email an DKV übersandten Formblattes oder auch über den geschützten Kundenbereich des DKV Online Portals beantragen oder verwalten. Sofern vom Servicepartner zugelassen, ist DKV berechtigt, für den Kunden gegenüber dem Servicepartner die Registrierung und Verwaltung (z. B. Änderung der Fahrzeug- und Kundendaten) der LEO vorzunehmen und gegebenenfalls diesbezügliche Rechtsakte abzuschließen.

6.6 **Einsatz der LEO in Italien:** Sofern DKV mit italienischen Lieferanten einen Bezugsvertrag für den üblichen und gewöhnlichen Bedarf über bestimmte Waren im Sinne des Artikel 1559 des italienischen Bürgerlichen Gesetzbuches („Codice Civile“) bzw. einen Dienstleistungs- bzw. Dienstleistungswerkvertrag geschlossen hat, berechtigt das LEO den Kunden und seine Erfüllungsgehilfen, regelmäßig wiederkehrende und dauernde Lieferungen von bestimmten Waren im Sinne des Artikel 1559 Codice Civile für den üblichen und gewöhnlichen Bedarf bzw. Dienstleistungen an deren Servicestellen bargeldlos in Anspruch zu nehmen. Informationen zu bestehenden Bezugsverträgen bzw. Dienstleistungs- bzw. Dienstleistungswerkverträgen mit italienischen Lieferanten finden sich auf der Website von DKV. Änderungen im Bestand von Verträgen mit italienischen Lieferanten werden dem Kunden periodisch, in der Regel quartalsmäßig, in der Informationszeile der Rechnungszusammenstellung mitgeteilt und zwar mit dem Hinweis, dass die betreffenden Änderungen im Detail vom Kunden über die vorgenannte Website abgerufen werden können. Alle anderen in Italien über ein LEO bargeldlos in Anspruch genommenen Waren, Werk- oder Dienstleistungen werden gegenüber dem Kunden als Drittlieferungen erbracht.

6.7 Soweit es sich nach der für das jeweilige LEO zwischen dem Kunden und DKV vereinbarten Nutzungsberechtigung um fahrzeugbezogene LEO handelt, sind Kennzeichen- oder Kraftfahrzeugwechsel DKV unverzüglich mitzuteilen

Artikel 7 – Zustandekommen einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen

7.1 Lieferungen und Leistungen an den Kunden erfolgen grundsätzlich durch DKV im eigenen Namen und für eigene Rechnung („Direktlieferung“). DKV und der Kunde vereinbaren, dass zwischen ihnen jedes Mal ein Vertrag zustande kommt, durch den der Kunde die Waren vom DKV erwirbt und/ oder die Leistung vom DKV bezieht, wenn der Kunde bei einem Servicepartner eine mit dem Betrieb eines Kraftfahrzeugs im Zusammenhang stehende, vom Angebotsspektrum des DKV erfasste Ware und/ oder Dienstleistung bezieht und der Servicepartner das vom Kunden zu diesem Zweck eingesetzte LEO akzeptiert. Zugleich kommt damit der Vertrag zwischen DKV und dem Servicepartner über den Bezug der Waren und Dienstleistungen zustande, sofern DKV dies mit dem Servicepartner so vereinbart hat. Sofern es jedoch für den Bezug der Waren oder Dienstleistungen eines Vertragsabschlusses bedarf, schließt der Kunde diesen Vertrag mit dem Servicepartner als Vertreter des DKV, indem er das LEO einsetzt und der Servicepartner dies akzeptiert. Bei der Direktlieferung ist der Servicepartner nicht berechtigt, mit Wirkung für DKV und zu dessen Lasten Erweiterungen des gesetzlichen Leistungsumfanges oder Abweichungen von diesen AGB zu vereinbaren und/ oder Garantien mit Wirkung für DKV abzugeben.

7.2 In Ausnahmefällen, in welchen sich die Direktlieferung mit den Servicepartnern nicht vereinbaren lässt und zwar ausschließlich für Lieferungen und Leistungen außerhalb Frankreichs bei Einsatz von LEO an Servicestellen eines außerhalb Frankreichs ansässigen Servicepartners, vermittelt DKV stattdessen deren Leistungsangebot; in diesem Fall werden die Lieferungen und Leistungen unmittelbar von dem Servicepartner gegenüber dem Kunden („Drittlieferung“), unter gesondert zwischen dem Servicepartner und dem Kunden vereinbarten Bedingungen des Servicepartners, erbracht. Für den Fall der Drittlieferung außerhalb Frankreichs, stimmt der Kunde bereits jetzt den jeweiligen Abtretungen der Forderungen des jeweiligen außerhalb Frankreichs ansässigen Servicepartners gegen den Kunden an DKV zu. Im Fall der Drittlieferung außerhalb Frankreichs ist der Kunde verpflichtet alle Forderungen bestehend aus dem jeweiligen Forderungsbetrag zusätzlich den in Artikel 14 dieser AGB genannten Preisen und Serviceentgelte an DKV zu erstatten bzw. zu bezahlen. Abweichend von den Artikeln 17 und 18 der AGB übernimmt DKV in Bezug auf den Einzelvertrag keine Verpflichtung oder Haftung im Hinblick auf die Erbringung von Lieferungen und Leistungen gegenüber dem Kunden.

7.3 DKV kann auch die Lieferungen und Leistungen an den Kunden im eigenen Namen, aber auf fremde Rechnung des Servicepartners aufgrund entsprechender Verträge mit dem Servicepartner erbringen („Kommission“). In diesem Fall werden die Lieferungen und/oder Leistungen von DKV an den Kunden erbracht und der Kunde hat diese an DKV gemäß den Bestimmungen dieser AGB zu begleichen.

TEIL 2 – NUTZUNGSBEDINGUNGEN DER LEGITIMATIONSOBJEKTE

Artikel 8 – Eigentum und persönliche Nutzung

Die LEO sind streng persönlich und können unter keinen Umständen abgetreten oder an Dritte übertragen werden, auch nicht im Falle eines Betriebsübergangs oder der Eröffnung eines Insolvenzverfahrens. Sie bleiben im Eigentum von DKV oder des Servicepartners im Falle von Fremdgeräten.

Artikel 9 – Aufbewahrung der LEO und des PIN Codes

9.1 Der Kunde nutzt die LEO in seiner persönlichen Verantwortung und wendet dabei unter Beachtung der Anleitungen und Empfehlungen von DKV, die für deren Erhalt und ordnungsgemäßes Funktionieren notwendige Sorgfalt an. Zudem verwendet der Kunde besondere Sorgfalt darauf, um zu vermeiden, dass die LEO abhandenkommen, entwendet oder zu unzulässigen Zwecken genutzt werden. Zu diesem Zweck dürfen die LEO unter keinen Umständen im Fahrzeug oder in einer unbeaufsichtigten Örtlichkeit aufbewahrt werden. Der Kunde bleibt voll haftbar für jede unsachgemäße oder betrügerische Benutzung.

9.2 Der Kunde muss alle zweckdienlichen Maßnahmen treffen, um die Vertraulichkeit des persönlichen Authentifizierungscodes („PIN Code(s)“), der an ihn vergeben wird, zu gewährleisten. Er muss den PIN Code folglich absolut geheim halten und darf ihn weder an nicht autorisierte Dritte weitergeben, noch auf dem LEO oder jedem anderen Gerät notieren und ihn auch nicht zusammen mit dem LEO oder einem anderen Gerät im Sinne des Artikels 6.4 AGB speichern. Er muss zudem den Brief, in dem ihm der PIN Code mitgeteilt wurde, sicher aufbewahren. Er muss sich versichern, dass der PIN Code geschützt vor indiscreten Blicken eingegeben wird. Der Kunde muss sämtliche Vorkehrungen treffen, um Kopien, Vervielfältigungen,

des données figurant sur la bande magnétique des Equipements et effectuera à cet égard des contrôles réguliers notamment en vérifiant ses relevés et factures. Il veillera à ce que ces obligations soient respectées par tout préposé autorisé par ses soins à utiliser l'Equipement et le Code PIN associé. En cas de saisie de trois codes PIN erronés successifs, l'Equipement sera automatiquement bloqué pour des raisons de sécurité et il appartiendra au Client de se rapprocher sans délai de DKV.

9.3 Le Client assume l'entière responsabilité de l'usage des Equipements et des Codes PIN y compris en cas d'utilisation irrégulière ou frauduleuse, perte ou vol sous réserve des stipulations de l'article 11.

Article 10 – Contrôle

10.1 Les Partenaires ont la faculté, et non l'obligation, de vérifier s'ils traitent avec le porteur légitime de l'Equipement. Les Partenaires peuvent refuser la délivrance de produits ou de service et retirer les Equipements si ceux-ci ne correspondent pas au numéro d'immatriculation du véhicule ou aux documents de celui-ci, si l'Equipement est périmé ou s'il figure sur une liste de blocage.

10.2 Si un justificatif/bon de livraison est établi dans un point service, celui-ci doit être signé par l'utilisateur de l'Equipement, lorsque cela est techniquement prévu. Avant la signature, l'utilisateur de l'Equipement devra vérifier l'exactitude du justificatif/bon de livraison, en particulier les données concernant les livraisons et prestations obtenues par rapport à la désignation, la quantité et/ou le prix. Il n'y a pas de vérification de la signature par le Partenaire lors de la signature du justificatif et cela n'est pas contractuel.

10.3 Si dans des points de service DKV automatisés, pour des raisons techniques, aucun justificatif/bon de livraison n'est établi, l'utilisation de l'Equipement s'effectue par l'usage d'un terminal, conformément aux prescriptions d'utilisation, ou de tout autre dispositif technique prévu. Si cela est prévu, le Client montre son autorisation par la présentation d'un numéro d'identification personnel (Code PIN), qui lui a été fourni précédemment par DKV. En cas de commande d'un produit ou de recours à une prestation directement chez DKV, le Client montre son autorisation par l'indication du nom du Client et du numéro Client.

Article 11 – Perte ou vol des Equipements – Responsabilité du Client

Toute perte, disparition ou vol d'Equipement ou toute utilisation frauduleuse ou non autorisée d'Equipement ou de Code PIN doit être immédiatement signalé(e) à DKV aux coordonnées prévues à cet effet figurant sur le Site et confirmée par écrit à DKV sans délai. A compter de la déclaration de perte ou de disparition ou de vol ou d'utilisation frauduleuse ou non autorisée, à laquelle doit impérativement être jointe la déclaration de perte ou vol ou d'utilisation frauduleuse aux services de police, et sauf fraude, DKV exonérera le Client de la responsabilité à raison d'éventuelles utilisations irrégulières.

Toutefois, le Client sera toujours responsable de l'utilisation irrégulière ou frauduleuse des Equipements même après une déclaration de perte ou de vol ou d'utilisation frauduleuse ou non autorisée et/ou blocage, lorsqu'il aura été fait usage du Code PIN ou si le Client n'a pas pris toutes les mesures raisonnables pour éviter l'utilisation frauduleuse ou non autorisée de l'Equipement, en particulier si :

- a) Le Client n'a pas pris les mesures nécessaires pour la conservation de l'Equipement conformément à l'article 9 ;
- b) L'Equipement n'a pas été restitué à DKV conformément à l'article 13.2 ;
- c) Les dispositions de l'article 9.2 relatives à la confidentialité du code PIN n'ont pas été respectées ;
- d) Le Client a transmis l'Equipement à une personne non autorisée ;
- e) Le Client n'a pas fait la déclaration de perte ou vol immédiatement après sa découverte.

Un Equipement déclaré perdu ou volé ou bloqué ne doit plus être utilisé s'il est retrouvé mais doit être restitué dans les conditions définies à l'article 13.2 ci-dessous.

Article 12 – Blocage

12.1 DKV aura la faculté de procéder de plein droit à tout moment moyennant le respect d'un préavis écrit de quinze (15) jours au blocage de tout ou partie des Equipements.

12.2 DKV aura la faculté de procéder de plein droit et sans préavis au blocage de tout ou partie des Equipements confiés au Client notamment dans les cas suivants :

- fourniture par le Client d'informations fausses ou inexactes notamment concernant sa situation financière ;
- faute du Client ;
- absence de fourniture des sûretés et/ou garanties telles que requises par DKV dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus ;
- défaut ou retard total ou partiel de paiement des factures ;
- révocation par le Client des modalités de paiement convenues ;
- dépassement de l'Encours ou de l'Encours Global autorisé ;
- en cas de suspicion d'utilisation irrégulière ou frauduleuse des Equipements.

12.3 DKV informera le Client du blocage des Equipements. Le blocage entraîne automatiquement et immédiatement interdiction d'utiliser les Equipements. DKV informera l'ensemble de ses Partenaires dudit blocage.

Article 13 – Remplacement et restitution des Equipements

13.1 **Remplacement :** Tout dommage ou dysfonctionnement aux Equipements doit être immédiatement signalé à DKV. DKV aura la faculté de procéder au remplacement des Equipements endommagés ou défectueux. Dans l'hypothèse où le dommage ou le dysfonctionnement serait partiellement ou totalement imputable au Client, DKV peut subordonner le remplacement à la prise charge

Fälschungen und die unsachgemäße Nutzung des PIN Codes und/oder der auf dem Magnetstreifen der LEO gespeicherten Daten zu vermeiden. Zu diesem Zweck verpflichtet sich der Kunde regelmäßige Kontrollen durchzuführen, insbesondere durch die Prüfung seiner Rechnungen und Kontoauszüge. Er trägt dafür Sorge, dass diese Pflichten von jedem Erfüllungsgehilfen eingehalten werden, der von ihm dazu bestimmt wurde, die LEO und den dazugehörigen PIN Code zu nutzen. Im Falle einer Eingabe von drei falschen PIN Codes in Folge wird das LEO aus Sicherheitsgründen automatisch gesperrt und es obliegt dem Kunden, sich unverzüglich an DKV zu wenden.

9.3 Der Kunde übernimmt die volle Verantwortung für die Nutzung des LEO und des PIN Codes, einschließlich für Fälle von unsachgemäßer oder betrügerischer Nutzung, Verlust oder Diebstahl unter Vorbehalt der Bestimmungen in Artikel 11.

Artikel 10 – Prüfung

10.1 Die Servicepartner haben die Möglichkeit, nicht die Verpflichtung, zu überprüfen, ob sie es mit dem rechtmäßigen Inhaber des LEO zu tun haben. Die Servicepartner können die Lieferung von Produkten oder die Erbringung von Leistungen verweigern und das LEO einziehen, wenn dieses nicht mit dem Kennzeichen des Fahrzeugs oder seinen Dokumenten übereinstimmt, wenn das LEO beschädigt ist oder auf einer Sperlliste steht.

10.2 Wird an der Servicestelle ein Belastungsbeleg/ Lieferschein erstellt, ist dieser, soweit technisch vorgesehen, vom Benutzer des LEO zu unterschreiben. Vor der Unterzeichnung hat der Benutzer des LEO zu prüfen, ob der Belastungsbeleg/ Lieferschein richtig ausgestellt ist, insbesondere die Angaben über die bezogenen Lieferungen und Leistungen nach Art, Menge und/oder Preis zutreffend sind. Bei Belegunterzeichnung findet eine Unterschriftsprüfung durch die Servicepartner nicht statt und ist nicht Vertragsgegenstand.

10.3 Wird an automatisierten Servicestellen aus technischen Gründen kein Belastungsbeleg/Lieferschein erstellt, erfolgt die Benutzung des LEO durch vorschriftsmäßige Benutzung des Terminals oder der sonst vorgesehenen technischen Einrichtungen. Soweit vorgesehen, weist der Kunde oder sein Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfe seine Berechtigung durch Eingabe einer persönlichen Identifikationsnummer („PIN-Code“), die zuvor von DKV bereitgestellt wurde, nach. Bei Bestellung einer Ware oder Inanspruchnahme einer Leistung unmittelbar bei DKV weist der Kunde durch Angabe des Kundennamens und der Kundennummer seine Berechtigung nach.

Artikel 11 – Verlust oder Diebstahl des LEO – Haftung des Kunden

Jedes Abhandenkommen und jeder Verlust oder Diebstahl des LEO sowie jede missbräuchliche Verwendung oder eine sonstige nicht autorisierte Nutzung des LEO oder des PIN-Code muss DKV unverzüglich über die hierfür vorgesehenen Kontaktdaten, die auf der Internetseite zu finden sind, mitgeteilt werden und DKV unverzüglich schriftlich bestätigt werden. Ab der Anzeige des Verlusts oder des Diebstahls oder der missbräuchlichen Verwendung oder der nicht autorisierten Nutzung, der unbedingt die Anzeige des Verlusts oder Diebstahls oder der missbräuchlichen Verwendung des LEO bei der Polizei beigefügt werden muss, und außer im Falle von Betrug, befreit DKV den Kunden von der Haftung wegen einer eventuell irregulären Nutzung.

Der Kunde haftet jedoch weiterhin, auch nach der Anzeige des Verlusts oder des Diebstahls oder der missbräuchlichen Verwendung oder der nicht autorisierten Nutzung und/oder einer Sperrung, wegen vertragswidriger oder betrügerischer Nutzung des Legitimationsobjekts, wenn Gebrauch vom PIN Code gemacht worden ist. Der Kunde haftet auch im Falle seines Versäumnisses alle zumutbaren Vorkehrungen zu treffen, um die missbräuchliche Verwendung oder nicht autorisierte Nutzung der LEO zu verhindern, insbesondere wenn :

- a) der Kunde, gemäß Artikel 9, keine notwendigen Maßnahmen für den Schutz des LEO ergriffen hat ;
- b) das LEO gemäß Artikel 13.2 nicht an DKV zurückgeschickt wurde ;
- c) die Bestimmungen des Artikel 9.2 über die Geheimhaltungspflicht des PIN-Code nicht eingehalten wurden ;
- d) der Kunde das LEO an eine nicht-autorisierte Person übergeben hat ;
- e) der Kunde die Diebstahl- oder Verlustanzeige nicht unverzüglich nach Entdeckung an DKV weitergeleitet hat.

Ein als abhandengekommen oder gestohlen erklärtes oder ein gesperrtes LEO darf im Falle seines Wiederauffindens nicht wieder genutzt werden, sondern muss nach dem in folgenden Artikel 13.2 definierten Bedingungen zurückgegeben werden.

Artikel 12 – Sperrung

12.1 DKV ist berechtigt, jederzeit nach Ablauf einer Frist von fünfzehn (15) Tagen nach einer schriftlichen Mitteilung automatisch die gesamten oder einen Teil der LEO zu sperren.

12.2 DKV ist berechtigt automatisch und ohne Frist sämtliche dem Kunden anvertrauten LEO oder einen Teil hiervon insbesondere in den folgenden Fällen zu sperren :

- wenn der Kunde falsche oder ungenaue Informationen insbesondere in Bezug auf seine Vermögenslage gemacht hat ;
- Verschulden des Kunden ;
- Ausbleiben der Erbringung der von DKV gemäß des oben genannten Artikel 16 geforderten Sicherheiten und/oder Garantien ;
- vollständiges oder teilweises Ausbleiben oder verspätete Zahlung der Rechnungen ;
- Widerruf der vereinbarten Zahlungsmodalitäten durch den Kunden ;
- Überschreitung des genehmigten Verfügungsrahmens oder des Gesamtverfügungsrahmens ;
- bei begründetem Verdacht auf vertragswidrige oder betrügerische Nutzung des LEO.

12.3 DKV informiert den Kunden von Sperrungen des LEO. Die Sperrung führt automatisch und unverzüglich zum Verbot, das LEO zu benutzen. DKV wird alle seine Partner über die Sperrung informieren.

Artikel 13 – Austausch und Rückgabe des LEO

13.1 **Austausch:** Jede Beschädigung oder Fehlfunktion eines LEO muss DKV unverzüglich mitgeteilt werden. DKV hat die Möglichkeit, einen Austausch des beschädigten oder defekten LEO vorzunehmen. Sollte der Schaden oder die Fehlfunktion teilweise oder vollständig dem Kunden zuzuschreiben sein, kann DKV den Austausch von der Übernahme der verursachten Kosten, einschließlich

des coûts induits en ce compris les frais de remplacement et de remise en état, et ce sans préjudice de tout dommage et intérêts. Pour les Appareils tiers, le Client doit s'adresser au Partenaire.

13.2 Restitution : À l'expiration de la durée de validité d'un Equipement, après l'annulation ou le désenregistrement d'un Equipement, lors de la cessation des relations commerciales et dans les cas où ils sont bloqués (article 12), invalides ou endommagés au point d'être inutilisables, les Equipements doivent être immédiatement et spontanément restitués à DKV. Dans la mesure où les Equipements sont des cartes, ceux-ci doivent être détruits par le Client et annulés sur le site www.dkv-euroservice.com/login. A défaut, le Client peut adresser une déclaration de destruction à son conseiller clientèle. Pour les autres appareils et équipements au sens de l'article 6.4, les conditions de restitution figurent dans les directives respectives qui prévalent sur les CG. Les Appareils tiers peuvent être restitués au Partenaire concerné. L'App DKV et les éventuelles applications logicielles sur des terminaux mobiles devront être désinstallées. Le Client n'a aucun droit de rétention sur les Equipements.

SECTION 3 – CONDITIONS FINANCIERES

Article 14 – Prix, rémunération, autres frais et coûts

14.1 Prix : Les produits et services fournis par DKV sont facturés en euros sur la base du prix de détail affiché en vigueur ou en usage localement. DKV facture le prix du carburant sur la base des prix communiqués et facturés par le partenaire DKV selon le tarif en vigueur ou le prix affiché à la pompe à la date d'utilisation de l'Equipement. Ces prix peuvent dans certains pays diverger des prix affichés dans les points de vente (prix à la pompe). Dans ce cas, le prix facturé par DKV diverge également de celui figurant sur le justificatif/bon de livraison, lorsque celui-ci a été établi sur place par le point de vente. Tout impôt, taxe, droit ou autre prestation à payer en application d'une réglementation française ou d'un pays tiers sont à la charge du Client.

14.2 Rémunération : pour tous les produits et services auxquels a eu recours le Client, DKV lui facture en sus des frais de service sous la forme d'une majoration exprimée en pourcentage ou d'un montant fixe et/ ou des redevances conformément à la liste des frais de service en vigueur ou au Contrat. La liste des frais de service en vigueur peut être demandée à tout moment sans frais par le Client. En cas de chiffre d'affaires en-deçà d'un montant trimestriel tel que fixé au Contrat, DKV sera en droit de facturer une redevance mensuelle par Equipement.

14.3 Autres dépenses : Si DKV doit supporter des coûts internes ou externes en raison de besoin spécifique du Client, DKV facturera une somme forfaitaire au Client au titre de ces coûts, dont le montant sera communiqué au préalable au Client.

14.4 DKV peut à tout moment modifier sa liste de frais de service. En cas de modification, DKV enverra au Client les nouveaux frais de service ou la liste des frais de service modifiée à l'occasion de l'envoi d'une facture ou par voie électronique (par ex. courriel) ou par courrier postal. Toute poursuite d'utilisation des Equipements après l'information reçue emportera acceptation sans réserve par le Client de la nouvelle liste des frais de service. Le Client aura la possibilité de refuser les nouveaux frais de service en procédant à la résiliation du Contrat conclu avec DKV sans préavis et de plein droit et en cessant d'avoir recours aux Equipements de DKV.

Article 15 – Facturation

15.1 Facturation : Indépendamment de la devise dans laquelle le bon de livraison/ justificatif a été établi ou quelle que soit la devise dans laquelle la livraison ou prestation a été fournie, DKV facture la créance qui en résulte dans la devise du pays du Client (devise du pays du siège social du Client), sauf s'il a été convenu d'une autre devise pour le paiement de la facture de DKV. Si la devise nationale du Client convenue pour le règlement de la facture ou la devise de transaction (devise du lieu de livraison et/ou de prestation) n'est pas l'Euro, la conversion est effectuée conformément au taux de change de référence de l'euro publié par la Banque Centrale Européenne à la date effective (www.ecb.europa.eu/stats/exchange/eurofxref/html/index.en.html). Si aucun cours de référence n'est disponible au jour de la transaction, la conversion s'effectue suivant le dernier taux disponible avant la date de transaction. En cas de conversion de ou vers des devises autres que l'Euro, DKV sera en droit de facturer au Client les coûts pour couvrir le risque de change entre la date de transaction et l'échéance de la facture. La facturation de DKV est bimensuelle, sauf conditions spécifiques.

15.2 Format : Le Client peut demander à DKV d'avoir accès à la facturation électronique et doit lui communiquer à cette fin une adresse email. Dès lors que le Client opte pour la facturation électronique, celle-ci remplace la facturation sur support papier. Le Client peut à tout moment demander l'arrêt de la facturation électronique. A réception de la demande, DKV fera le nécessaire dans les meilleurs délais pour lui envoyer ses factures sur support papier.

15.3 Facture électronique : L'original de la facture électronique est envoyé au Client par courrier électronique ou peut être téléchargé une seule fois dans l'Espace Client sur une période de 12 mois. Les copies de facture sont disponibles à tout moment sur l'Espace Client pendant un délai de 12 mois, sauf résiliation du Contrat. Le Client est personnellement responsable du stockage de l'original de la facture sous forme électronique (PDF + certificat) et des obligations de conservation afférentes.

15.4 Modalité de paiement : Sauf convention particulière, les factures DKV sont payables par prélèvement automatique à 10 jours date de facture. Pour tous les Clients établis dans des pays dont la devise nationale est l'Euro, le prélèvement automatique s'entend d'un prélèvement SEPA (Single Euro Payment Area). En conséquence, le Client donnera instruction à sa banque d'exécuter le prélèvement SEPA interentreprises à l'échéance contractuelle et conformément aux termes du Mandat SEPA prévu par DKV à cet effet, dont un exemplaire devra être remis à DKV et un autre conservé par le Client. Il est expressément convenu que DKV transmettra au Client au plus tard un jour ouvrable avant la date du prélèvement SEPA la notification préalable prévue par les règlements et lois en vigueur. Le Client doit informer sans délai DKV de tout changement de domiciliation bancaire, quand bien même le paiement ne se ferait pas par prélèvement SEPA ou prélèvement automatique.

der Austausch- und Wiederherstellungsgebühren abhängig machen, unbeschadet etwaiger Schadensersatzansprüche. Für Fremdgeräte hat sich der Kunde an den Servicepartner zu wenden.

13.2 Rückgabe: Nach Ablauf der Geltungsdauer, nach Abbestellung oder Abmeldung eines LEO, dem Ende der Geschäftsbeziehung sowie dann, wenn sie gesperrt (Artikel 12), ungültig oder in funktionsbeeinträchtigender Weise beschädigt worden sind, sind die LEO unverzüglich und unaufgefordert an DKV herauszugeben. Sofern es sich bei den LEO um CARDS handelt, sind diese durch den Kunden zu vernichten und unter www.dkv-euroservice.com/login abzumelden. Alternativ kann der Kunde die Vernichtungserklärung auch an seinen Kundenberater senden. Für Geräte und Einrichtungen im Sinne von Artikel 6.4 gelten vorgängig die jeweiligen Richtlinien. Fremdgeräte können beim Servicepartner zurückgegeben werden. Die DKV App oder sonstige Anwendungen von mobilen Endgeräten sind zu deinstallieren. Ein Zurückbehaltungsrecht des Kunden an den LEO ist ausgeschlossen.

TEIL 3 – FINANZIELLE BEDINGUNGEN

Artikel 14 – Preise, Vergütung sowie sonstige Kosten und Auslagen

14.1 Preise: Die von DKV erbrachten Waren und Leistungen werden in Euro und auf Basis der vor Ort ersichtlichen oder üblichen Preise abgerechnet. Die Preise für Kraftstoff berechnet DKV jedoch auf der Grundlage der ihm selbst vom Servicepartner mitgeteilten und in Rechnung gestellten aktuellen Listen- oder Säulenpreise zum jeweiligen Bezugszeitpunkt des Einsatzes des LEO. Diese Preise können im Einzelfall in einigen Ländern von der an Servicestelle angegebenen Säulenpreisen („Pumpenpreisen“) abweichen. In diesem Fall weicht der vom DKV gegenüber dem Kunden berechnete Preis auch von einem Belastungsbeleg/ Lieferschein, wenn dieser vor Ort durch die Servicestelle erstellt wird, ab. Für etwaig anfallende Steuern, Abgaben und sonstige hoheitliche Belastungen, die gemäß einer französischen gesetzlichen Regelung oder der Regelung eines Drittstaats entstehen, ist der Kunde verantwortlich.

14.2 Vergütung: DKV ist berechtigt, für die vom Kunden in Anspruch genommenen Waren und Leistungen zusätzlich eine Servicefee in Form prozentualer Aufschläge oder fester Beträge und/oder Gebühren gemäß der zum Zeitpunkt gültigen Servicefee-Liste oder dem Vertrag zu berechnen. Die Servicefee-Liste kann vom Kunden jederzeit in ihrer jeweils für die Geschäftsverbindung gültigen Fassung bei DKV kostenlos angefordert werden.

Für den Fall, dass der im Vertrag festgelegte Umsatzbetrag nicht erreicht wird, kann DKV eine monatliche Gebühr pro LEO in Rechnung stellen.

14.3 Sonstige Auslagen: Wenn und soweit durch spezielle Kundenwünsche bei DKV interne und externe Auslagen entstehen, erhebt DKV vom Kunden eine Auslagenpauschale, die dem Kunden zuvor mitgeteilt wird.

14.4 DKV ist jederzeit dazu berechtigt, die Serviceentgelte zu ändern. DKV wird den Kunden im Falle einer Änderung beim Versand einer Rechnung oder auf elektronischem Wege (z. B. E-Mail) oder per Post unterrichten und ihm die neue Serviceentgelte oder die neue Servicefee-Liste zur Verfügung stellen. Jede weitere Nutzung der LEO nach der Information durch Zusendung der Änderung der Servicefee-Liste gilt als vorbehaltlose Annahme der neuen Servicefee-Liste durch den Kunden. Der Kunde hat das Recht, die neuen Serviceentgelte und Servicefee-Liste abzulehnen, indem er den mit DKV geschlossenen Vertrag automatisch und fristlos kündigt und keine LEO mehr nutzt.

Artikel 15 – Rechnungsstellung

15.1 Rechnungsstellung: Unabhängig davon, über welche Währung der Lieferschein/Belastungsbeleg ausgestellt ist bzw. in welcher Währung die Lieferung oder Leistung angeboten und in Anspruch genommen wurde, rechnet DKV die sich hieraus ergebende Forderung in der Landeswährung des Kunden (Währung am Sitz des Kunden) ab, sofern nicht zur Begleichung der DKV Rechnung eine andere Währung vereinbart ist. Sofern die Landeswährung des Kunden, die zur Begleichung der Rechnungen vereinbarte Währung oder die Transaktionswährung (Währung am Liefer- und/ oder Leistungsort) nicht der Euro ist, erfolgt die Umrechnung gemäß des durch die Europäische Zentralbank veröffentlichten und zum jeweiligen Stichtag gültigen EURO-Referenzkurses (www.ecb.europa.eu/stats/exchange/eurofxref/html/index.en.html). Sollte für einen Transaktionstag kein EURO-Referenzkurs verfügbar sein, so erfolgt die Umrechnung gemäß dem letzten verfügbaren Kurs, welcher dem Transaktionstag vorausgegangen ist. Findet eine Umrechnung aus anderen bzw. in andere Währungen als den Euro statt, ist DKV berechtigt, zum Ausgleich von Kursänderungsrisiken zwischen Transaktionstag und Fälligkeit der Rechnung ein angemessenes Serviceentgelt zu erheben. Die Rechnungsstellung durch DKV erfolgt, soweit nichts anderes vereinbart ist, zweimal im Monat.

15.2 Format: Der Kunde kann die elektronische Rechnungsstellung („E-Invoicing“) bei DKV beantragen. Die Teilnahme am E-Invoicing erfordert vom Kunden die Angabe einer Emailadresse. Durch die Teilnahme am E-Invoicing akzeptiert der Kunde, dass seine herkömmliche Papierrechnung durch die elektronische Rechnungsstellung ersetzt wird. Der Kunde kann zu jeder Zeit die Teilnahme am E-invoicing einstellen. DKV wird nach Erhalt der Anfrage den Versand von Rechnungen auf Papier so bald als möglich umstellen.

15.3 E-Invoicing: Die elektronische Originalrechnung wird entweder per Email an den Kunden versendet oder dem Kunden einmalig zum Download im geschützten Kundenbereich für einen Zeitraum von 12 Monaten zur Verfügung gestellt. Rechnungskopien kann der Kunde in einem Zeitraum von 12 Monaten im geschützten Kundenbereich jederzeit herunterladen, jedoch nicht nach Kündigung des Vertrags. Der Kunde ist persönlich verantwortlich für die Speicherung der elektronischen Originalrechnung in elektronischer Form (PDF + Zertifikat) und den damit verbundenen gesetzlichen Aufbewahrungspflichten.

15.4 Zahlungsmodalitäten: Sofern nichts anderes vereinbart ist, sind die DKV-Rechnungen per Lastschriftverfahren innerhalb von 10 Tagen nach Rechnungsstellung zahlbar. Für alle Kunden, die in Ländern niedergelassen sind, in denen die nationale Währung der Euro ist, bedeutet Lastschriftverfahren das SEPA-Verfahren (Single Euro Payment Area). Der Kunde weist daher seine Bank an, bei Fälligkeit eine SEPA-Firmenlastschrift mit dem von DKV zu diesem Zweck vorgesehenen SEPA-Mandat, von denen ein Exemplar an DKV ausgehändigt werden muss und ein anderes Exemplar vom Kunden aufbewahrt wird, vorzunehmen. Es wird ausdrücklich vereinbart, dass DKV dem Kunden spätestens einen Bankarbeitstag vor Fälligkeit der SEPA-Lastschrift eine Vorankündigung übermittelt, wie sie von den geltenden Verordnungen und Gesetzen vorgesehen ist. Der Kunde muss DKV unverzüglich von jeder Änderung seiner Bankdaten/Lastschriftinformationen informieren, auch wenn die Bezahlung nicht über ein SEPA-Lastschriftverfahren oder ein Lastschriftverfahren erfolgt.

15.5 Respect des modalités de paiement : Tout retard de paiement entraîne, de plein droit, déchéance de toutes conditions qui auraient été consenties en matière de prix, rémunération ou délai de paiement. Toute somme due à DKV et non payée à son échéance donnera lieu au paiement d'intérêts moratoires à un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage, exigible automatiquement et de plein droit, les intérêts étant capitalisés annuellement. En outre, toute somme due à DKV et non réglée après une mise en demeure ou une citation en justice sera automatiquement majorée de 10 %. Le Client supportera en outre l'ensemble des frais (notamment bancaires) en cas de prélèvement rejeté ou chèque impayé. Les sommes dues à quelque titre que ce soit, à, ou par DKV au Client et celles dues, à quelque titre que ce soit, à, ou par celui-ci se compenseront de plein droit du seul fait de leur exigibilité. En outre, le Client en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros (40 €) par facture impayée. DKV se réserve le droit de demander une indemnisation complémentaire dans l'hypothèse où les frais de recouvrement réellement exposés excéderaient ce montant.

En cas d'impayés, le Client peut opter pour la régularisation accélérée par paiement en ligne. L'option pour ce service fait l'objet d'une facturation de frais administratifs conformément à la liste des frais de service en vigueur.

15.6 Réclamation : Le Client doit, dès réception, vérifier les factures émises dans le cadre du Contrat. Toute réclamation ou contestation relative à ces factures devra être adressée immédiatement à DKV avec tous les documents justificatifs et ce, au plus tard deux (2) mois après la date de facturation. Aucune réclamation ne pourra être adressée passé ce délai. Une réclamation ne dispense pas le Client du paiement de la facture contestée. Les rectifications éventuelles seront régularisées ultérieurement.

15.7 Réserve de propriété : DKV se réserve l'entière propriété des marchandises vendues jusqu'au paiement intégral en principal, frais et intérêts.

15.8 Notification du numéro de TVA intracommunautaire du Client : Le Client domicilié dans l'UE est tenu d'informer immédiatement DKV de son numéro de TVA intracommunautaire et de toute modification de celui-ci. Si le Client domicilié dans l'UE n'a pas encore de numéro de TVA intracommunautaire, il s'engage à en demander un dans son pays de domiciliation et à informer DKV de sa demande et de son numéro de TVA intracommunautaire définitif.

Article 16 – Sûreté / Garantie

A titre de condition déterminante, la fourniture des Equipements et/ou produits et services DKV pourra être subordonnée à la constitution de toute sûreté et/ou garantie personnelle ou réelle que DKV jugera utile. A tout moment, DKV pourra demander la fourniture de telle sûreté et/ou garantie dans la limite d'un montant en principal égal à deux fois l'Encours accordé au Client, outre la garantie des intérêts et frais accessoires. Si le Client est également en relation d'affaires avec d'autres sociétés du groupe DKV (en particulier REMOBIS REFUND SERVICE CV., Varrolaan 51, NL-3584 BT Utrecht et LUNADIS GmbH + Co KG, Balcke-Dürr-Allee 3, DE 40882 Ratingen) et DKV est chargée du recouvrement de leurs créances, DKV pourra demander la fourniture de telle sûreté et/ou garantie dans la limite d'un montant en principal égal à deux fois l'Encours Global accordé au Client, outre la garantie des intérêts et frais accessoires. Toute augmentation ultérieure de l'Encours ou de l'Encours Global pourra être subordonnée à la fourniture de toute sûreté et/ou garantie que DKV jugera utile. En cas de mise en œuvre de l'une ou l'autre des sûretés ou garanties fournies par le Client, ce dernier sera tenu de fournir une sûreté et/ou garantie équivalente à celle actionnée, sans délai permettant de reconstituer totalement le montant initialement garanti, sans préjudice du droit de DKV de demander une sûreté et/ou garantie complémentaire. DKV est autorisée à confier ou céder à des tiers des créances à l'encontre du Client aux fins de recouvrement, en cas de retard ou défaut de paiement total ou partiel. La restitution ou le droit au remboursement du Client au titre d'une sûreté ou garantie constituée par ses soins ne pourra être demandé qu'après restitution de l'intégralité des Equipements confiés au Client et du règlement en totalité des créances en principal, intérêts et frais accessoires. En outre, pour les livraisons et prestations non encore facturées, le maintien des sûretés et/ou garanties sera de droit, et ce nonobstant la résiliation ou le terme du Contrat, jusqu'à complet paiement des créances.

SECTION 4 – RECLAMATION, RESPONSABILITE, PRESCRIPTION

Article 17 – Réclamation

17.1 Toute réclamation ayant trait à la qualité ou aux conditions de délivrance des produits ou services DKV devra être notifiée, à peine de déchéance, à DKV par écrit en cas de vices apparents au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés après la délivrance des produits ou services et en cas de vices cachés au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la découverte du vice. Passé ce délai, les produits et services fournis seront réputés définitivement acceptés.

17.2 En cas de réclamations justifiées et émises dans les délais, la seule obligation incombant à DKV, sera, à son choix, le remplacement ou la remise en état dans un délai raisonnable, à l'exclusion de tout dédommagement, à quelque titre que ce soit. Si DKV ne remédie pas au vice dans un délai raisonnable après mise en demeure du Client, celui-ci pourra soit procéder à la résolution du Contrat Particulier ou accepter l'exécution imparfaite en sollicitant une réduction proportionnelle du prix.

Article 18 – Responsabilité

DKV apportera, dans le cadre d'une obligation de moyens, tous les soins normalement nécessaires pour l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat. Toutefois, dans l'hypothèse où DKV n'exécute pas tout ou partie des obligations résultant du Contrat, celle-ci sera responsable dans les conditions ci-après définies à hauteur des seuls préjudices directs subis par le Client, dont la charge de la preuve incombera à ce dernier. En tout état de cause, l'indemnisation totale du Client au titre de l'exécution du Contrat en réparation de son préjudice sera

15.5 Einhaltung der Zahlungsmodalitäten: Jeder Zahlungsverzug führt automatisch zum Verlust aller Bedingungen, die möglicherweise bezüglich des Preises, der Vergütung oder der Zahlungsfrist zugebilligt wurden. Jede dem DKV geschuldete und bei Fälligkeit nicht gezahlte Forderung führt zur Pflicht zur Zahlung von Verzugszinsen in Höhe des von der Europäischen Zentralbank auf ihr letztes Refinanzierungsgeschäft angewandten Zinssatzes zuzüglich 10 Prozentpunkten, die automatisch und von Rechts wegen zahlbar sind, wobei die Zinsen jährlich verzinst werden. Darüber hinaus wird jede DKV Forderung, die nach einer Zahlungsaufforderung oder nach einer gerichtlichen Vorladung nicht bezahlt wird, automatisch um 10% erhöht. Der Kunde trägt auch alle Kosten (insbesondere Bankgebühren) im Falle einer Rücklastschrift oder eines unbezahlten Schecks. Die dem Kunden aus welchem Grund auch immer zustehenden Beträge oder die vom Kunden aus welchem Grund auch immer an DKV zu zahlenden Beträge werden bei Fälligkeit automatisch miteinander verrechnet. Darüber hinaus ist der Kunde bei Zahlungsverzug automatisch verpflichtet, Inkassokosten in pauschaler Höhe von vierzig Euro (40 €) pro unbezahlter Rechnung zu zahlen. DKV behält sich das Recht vor, eine zusätzliche Entschädigung zu verlangen, wenn die tatsächlich entstandenen Inkassokosten diesen Betrag übersteigen.

Im Falle einer Nichtzahlung kann der Kunde eine beschleunigte Online-Zahlung wählen. Die Option für diesen Service ist gebührenpflichtig gemäß der jeweils gültigen Servicefee-Liste.

15.6 Beanstandung der Rechnung: Der Kunde hat die DKV Rechnungen, die im Rahmen dieses Vertrages ausgestellt wurden, unverzüglich nach Erhalt auf ihre Richtigkeit zu prüfen. Jegliche Beanstandung oder Beschwerde im Zusammenhang mit den von DKV ausgestellten Rechnungen muss unverzüglich, spätestens innerhalb von zwei (2) Monaten nach Rechnungsdatum, unter Angabe aller in der Rechnung beanstandeten Daten und mit möglichen Nachweisen an DKV übermittelt werden. Nach Ablauf der Frist von 2 Monaten nach Rechnungsdatum ist jede Beanstandung ausgeschlossen. Die Beanstandung der Rechnung entbindet den Kunden nicht von seiner Zahlungspflicht der beanstandeten Rechnung. Eventuelle Änderungen der Rechnung werden nachträglich vorgenommen.

15.7 Eigentumsvorbehalt: DKV behält sich das gesamte Eigentum an den verkauften Waren bis zur vollständigen Zahlung der Hauptforderung, der Gebühren und der Zinsen vor.

15.8 Mitteilung der Umsatzsteuer-Identifikationsnummer des Kunden: In der EU ansässige Kunden sind verpflichtet, DKV ihre Umsatzsteuer-Identifikationsnummer sowie etwaige Änderungen unverzüglich mitzuteilen. Sofern der in der EU ansässige Kunde über noch keine Umsatzsteuer-Identifikationsnummer verfügt, verpflichtet er sich, diese in seinem Ansässigkeitsstaat zu beantragen und DKV über den Antrag sowie die endgültige Umsatzsteuer-Identifikationsnummer zu informieren.

Artikel 16 – Sicherheit/Garantie

Die Zurverfügungstellung von LEO und/oder Produkten und Leistungen von DKV kann unter der maßgeblichen Voraussetzung stehen, dass eine persönliche oder dingliche Sicherheit/Garantie, die DKV für nützlich erachtet, bestellt wird. DKV kann jederzeit die Bestellung einer solchen Sicherheit/Garantie bis zum Zweifachen des dem Kunden eingeräumten Verfügungsrahmens verlangen, zusätzlich zur Garantie von Zinsen und Nebenkosten. Steht der Kunde zugleich in Geschäftsbeziehungen mit anderen Unternehmen der DKV-Gruppe (wozu insbesondere die REMOBIS REFUND SERVICE CV., Varrolaan 51, NL-3584 BT Utrecht und die LUNADIS GmbH + Co KG, Balcke-Dürr-Allee 3, DE 40882 Ratingen gehört) und übernimmt DKV für diese den Einzug von Forderungen, kann DKV für alle Ansprüche aus der Geschäftsverbindung die Bestellung einer Sicherheit und/oder Bürgschaft bis zum zweifachen des eingeräumten Gesamt-VR verlangen, welche auch zusätzlich die Zinsen und Nebenkosten abdecken muss. Jede spätere Erweiterung des Verfügungsrahmens kann von der Bestellung einer Sicherheit und/oder Garantie abhängig gemacht werden, die DKV als nützlich erachtet. Im Falle der Inanspruchnahme einer der vom Kunden bestellten Sicherheit oder Garantie ist Letzterer verpflichtet, eine Sicherheit und/oder Garantie zu bestellen, die der gezogenen Sicherheit entspricht und eine vollständige Wiederherstellung des ursprünglich garantierten Betrags ermöglicht, unbeschadet des Rechts von DKV, eine weitere Sicherheit und/oder Garantie zu verlangen. DKV ist im Falle eines teilweisen oder vollständigen Zahlungsausfalls oder -verzugs zu Zwecken der Zahlungsbeitreibung berechtigt, Forderungen gegenüber dem Kunden einem Dritten zu überlassen oder abzutreten. Die Herausgabe oder der Anspruch des Kunden auf Rückerstattung einer von ihm gestellten Sicherheit oder Garantie kann erst nach Rückgabe aller dem Kunden anvertrauten LEO und vollständiger Zahlung aller Forderungen, d.h. Hauptforderung, Zinsen, Kosten und Nebenkosten verlangt werden. Bei noch nicht abgerechneten Lieferungen und Leistungen ist DKV berechtigt die Sicherheiten und/oder Garantien ungeachtet der Kündigung oder Beendigung des Vertrages bis zur vollständigen Bezahlung der Forderungen zu behalten.

TEIL 4 – REKLAMATION, HAFTUNG, VERJÄHRUNG

Artikel 17 – Reklamation

17.1 Jede Reklamation wegen der Qualität oder der Lieferungen von Produkten oder Leistungen von DKV muss bei erkennbaren Mängeln unter Einhaltung einer Frist von drei (3) Werktagen nach Übernahme/ Abnahme der Lieferungen und Leistungen, bei nicht erkennbaren Mängeln innerhalb von drei (3) Werktagen nach Entdeckung des Mangels schriftlich bei DKV angezeigt werden. Nach Ablauf der entsprechenden Frist hat der Kunde die Produkte und Leistungen endgültig angenommen.

17.2 Für berechnete und innerhalb der Frist gemeldete Beanstandungen wählt DKV unter Beachtung der Verhältnismäßigkeit die angemessene Art der Nacherfüllung, entweder die Ersetzung oder die Reparatur, unter Ausschluss jeglicher Entschädigung, aus welchem Grund auch immer. Schlägt die Nacherfüllung nach Aufforderung des Kunden fehl, kann der Kunde von dem betreffenden Einzelvertrag zurücktreten oder den Kaufpreis bzw. die Vergütung proportional zum Schaden mindern.

Artikel 18 – Haftung

DKV wird im Rahmen der Erbringung seiner Leistungspflicht alle Sorgfalt walten lassen, die zur Erfüllung seiner Verpflichtungen aus dem Vertrag üblicherweise erforderlich ist. Kommt DKV jedoch den Verpflichtungen aus dem Vertrag ganz oder teilweise nicht nach, so haftet er unter den nachstehenden Voraussetzungen für den dem Kunden entstandenen direkten Schaden, dessen Beweislast ihm obliegt. In jedem Fall ist der gesamte Anspruch des Kunden auf Entschädigung im Rahmen der Vertragserfüllung für den Ersatz seines Schadens auf den Betrag der vom

limitée au montant des frais de service acquittés par le Client au titre des 6 mois calendaires précédant sa demande d'indemnisation. DKV ne saurait en aucun cas être tenue responsable des dommages indirects tels que perte de données, perte de clientèle, manque à gagner, perte de profit ou de marge, etc. Le Client ne pourra rechercher la responsabilité de DKV qu'à raison des fautes exclusivement personnelles de cette dernière, et à l'exclusion de toute défaillance, faute ou négligence imputable en tout ou partie à un tiers ou au Client lui-même, ou de tout cas de force majeure au sens de la loi et de la jurisprudence et plus particulièrement incendie, inondation, tremblement de terre, grève, coupure d'électricité, acte de guerre, acte de terrorisme, catastrophe naturelle, etc.

Article 19 – Prescription

Toutes les actions naissant du Contrat se prescrivent par un an à compter du fait qui leur a donné naissance. Cette prescription conventionnelle reste soumise aux causes de suspension et d'interruption de droit commun.

SECTION 5 – DUREE ET RESILIATION

Article 20 – Durée

Le Contrat est conclu pour une durée indéterminée et pourra être dénoncé par écrit à tout moment moyennant le respect d'un préavis de quinze (15) jours.

Article 21 – Résiliation

En cas d'inexécution par l'une des parties de l'une quelconque de ses obligations résultant du Contrat, l'autre partie pourra procéder à la résiliation de plein droit du Contrat avec effet immédiat et sans indemnité, cinq (5) jours après une mise en demeure, précisant l'inexécution visée et l'intention de résilier le Contrat restée infructueuse. DKV pourra notamment procéder à une telle résiliation dans les cas suivants :

- fourniture par le Client d'informations fausses ou inexactes notamment concernant sa situation financière;
- faute du Client;
- absence de fourniture des sûretés et/ou garanties telles que requises par DKV dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus;
- défaut ou retard total ou partiel de paiement des factures;
- révocation par le Client des modalités de paiement convenues;
- Dépassement de l'Encours autorisé;
- en cas de suspicion d'utilisation irrégulière ou frauduleuse des Equipements.

DKV pourra également procéder sur simple notification écrite à la résiliation immédiate, de plein droit et sans préavis ni indemnité, du Contrat, en cas de manquement par le Client à ses obligations contractuelles vis-à-vis d'une autre société du groupe DKV ayant entraîné la résiliation du contrat le liant à cette société.

SECTION 6 – ESPACE CLIENT – DONNEES PERSONNELLES

Article 22 – Conditions d'accès en ligne à l'Espace Client

22.1 Le Client, sur demande, peut avoir un accès sécurisé aux services en ligne DKV dans la partie Espace Client. DKV transmet à cet effet au Client les identifiants par mail à l'adresse communiquée par le Client. L'Espace Client est régi par des conditions particulières d'utilisation que le Client peut consulter sur le Site et que DKV peut modifier à tout moment. Les dispositions de l'article 2.4 s'appliquent à la modification des conditions particulières d'utilisation. En se connectant au moyen de ses identifiants à l'Espace Client, le Client prendra connaissance des dites conditions particulières d'utilisation et toute poursuite d'utilisation des services en ligne sur l'Espace Client vaudra acceptation des conditions particulières d'utilisation du Site, qui feront partie intégrante du Contrat.

22.2 DKV peut à tout moment modifier les services en ligne. DKV, dans le cadre de son obligation de moyens, ne saurait garantir le bon fonctionnement permanent de l'Espace Client, l'exhaustivité des données, la disponibilité des fonctions reliées au système DKV en ligne. De même, DKV n'est pas responsable des données qui sont transférées/importées par le Client dans ses propres systèmes d'information.

22.3 Le Client devra prendre toutes les précautions utiles pour assurer la confidentialité de ses identifiants et de son compte dans l'Espace Client, ainsi que de limiter l'accès à son ordinateur. Il devra donc tenir absolument secret ses identifiants et son mot de passe et ne pas les transmettre à des tiers non autorisés ni les inscrire sur un quelconque support. Il devra tenir le courriel de communication de ses identifiants dans un endroit sécurisé. Toute divulgation de identifiants ou d'utilisation sans autorisation des identifiants doit être immédiatement signalée à DKV. Le Client doit se connecter à l'Espace Client uniquement par le biais des moyens d'accès communiqués par DKV. Le Client doit respecter les consignes de sécurité mentionnées dans l'Espace Client, notamment les mesures de protection des matériels et logiciels des systèmes d'information du Client.

Article 23 – Données personnelles

Le Client est informé que les données collectées dans le cadre du Contrat font l'objet d'un traitement informatique, conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. DKV aura la faculté, si cela est nécessaire à la conclusion et/ou à l'exécution du Contrat, de transmettre les données à des entreprises tierces (par exemple les partenaires de DKV), qui agissent pour DKV dans le cadre des dispositions applicables et des garanties correspondantes, sous réserve de leur caractère licite au regard de la réglementation relative à la protection des données. Des informations détaillées sur la protection des données et les droits d'accès sont disponibles à l'adresse suivante www.dkv-euroservice.com/datenschutz.

Kunden für die letzten 6 Kalendermonate vor seinem Anspruch auf Entschädigung gezahlten Servicefee beschränkt. DKV haftet in keinem Fall für indirekte Schäden, wie Datenverlust, Kundenverlust, entgangenen Gewinn, Margenverlust etc.

Der Kunde kann DKV nur für dessen ausschließlich persönlichen Fehler haftbar machen, mit Ausnahme von Fehlern, Verschulden oder Fahrlässigkeit, die ganz oder teilweise auf Dritte oder dem Kunden selbst zurückzuführen sind, oder von Fällen höherer Gewalt im Sinne des Gesetzes und der Rechtsprechung, und insbesondere von Feuer, Überschwemmung, Erdbeben, Streik, Stromausfall, Kriegshandlungen, Terrorakte, Naturkatastrophen usw. geltend machen.

Artikel 19 – Verjährung

Sämtliche Ansprüche aus dem zwischen dem Kunden und DKV geschlossenen Vertrag verjähren innerhalb eines Jahres ab dem Zeitpunkt ihrer Entstehung. Diese vertragliche Verjährungsfrist bleibt dem allgemeinen Recht über die Unterbrechung und Hemmung von Verjährungsfristen unterstellt.

TEIL 5 – DAUER UND KÜNDIGUNG

Artikel 20 – Dauer

Der Vertrag wird auf unbestimmte Zeit geschlossen und kann jederzeit schriftlich mit einer Frist von fünfzehn (15) Tagen gekündigt werden.

Artikel 21 – Kündigung

Im Falle der Nichterfüllung einer ihrer Verpflichtungen aus dem Vertrag durch eine der Parteien kann die andere Partei den Vertrag mit sofortiger Wirkung und ohne Entschädigung fünf (5) Tage nach einer Aufforderung unter Angabe der betreffenden Nichterfüllung und der Absicht den Vertrag zu kündigen, automatisch kündigen. DKV kann den Vertrag insbesondere in folgenden Fällen kündigen :

- wenn der Kunde falsche oder ungenaue Informationen insbesondere in Bezug auf seine Vermögenslage gemacht hat;
- Verschulden auf Seiten des Kunden;
- Ausbleiben der Erbringung der von DKV gemäß des oben genannten Artikel 13 geforderten Sicherheiten und/oder Garantien;
- vollständiges oder teilweises Ausbleiben der Zahlung oder verspätete Zahlung der Rechnungen;
- Widerruf der vereinbarten Zahlungsmodalitäten durch den Kunden;
- Überschreitung des genehmigten Verfügungsrahmens;
- bei begründetem Verdacht auf vertragswidrige oder betrügerische Nutzung des LEO.

Verletzt der Kunde seine vertraglichen Verpflichtungen gegenüber einer anderen Gesellschaft der DKV-Gruppe, bei der der Kunde Leistungen in Anspruch nimmt, in einer Art und Weise, dass diese zur Kündigung berechtigt ist, berechtigt dies auch DKV zur Kündigung der Geschäftsverbindung automatisch mit sofortiger Wirkung und ohne Entschädigung.

TEIL 6 – KUNDENBEREICH – PERSONENBEZOGENE DATEN

Artikel 22 – Bedingungen für den Onlinezugang zum geschützten Kundenbereich

22.1 Der Kunde kann auf Antrag Zugang zum geschützten Kundenbereich des DKV Online Services bekommen. DKV übermittelt dem Kunden zu diesem Zweck einen Benutzernamen per Email an die vom Kunden mitgeteilte Adresse. Der gesicherte Kundenbereich wird durch besondere Nutzungsbedingungen geregelt, die der Kunde auf der Internetseite einsehen kann. DKV ist berechtigt, diese Nutzungsbedingungen für die Zukunft jederzeit einseitig zu ändern. Insofern gilt Artikel 2.4 AGB entsprechend. Beim Login des Kunden in den Kundenbereich mittels seiner Zugangsdaten, nimmt der Kunde Kenntnis von den besagten besonderen Nutzungsbedingungen und jede weitere Nutzung des Onlineservices im Kundenbereich gilt als Annahme der besonderen Nutzungsbedingungen der Internetseite, die wesentlicher Bestandteil des vorliegenden Vertrags sind.

22.2 DKV kann den Nutzungsumfang jederzeit verändern. DKV kann, im Rahmen der Vertragserfüllung das dauerhafte einwandfreie Funktionieren des geschützten Kundenbereichs, die Vollständigkeit der Daten und die Verfügbarkeit der mit dem Onlineservice verbundenen Funktionen, nicht garantieren. DKV übernimmt keine Gewähr für Daten, welche auf ein anderes Kundensystem übertragen bzw. dorthin importiert werden.

22.3 Der Kunde hat alle notwendigen Vorkehrungen zu treffen, um die Vertraulichkeit seines Benutzernamens und Kontos im geschützten Kundenbereich zu gewährleisten und den Zugang auf seinen Computer zu beschränken. Er muss daher seinen Benutzernamen und sein Passwort absolut geheim halten und darf sie nicht an unbefugte Dritte weitergeben oder auf irgendeinem Medium speichern. Er muss die Benachrichtigungs-E-Mail mit seinen Benutzerdaten an einem sicheren Ort aufbewahren. Jede Offenlegung von Nutzerdaten oder deren Nutzung ohne Genehmigung ist DKV unverzüglich mitzuteilen. Der Kunde darf sich nur über den von der DKV mitgeteilten Zugang mit dem geschützten Kundenbereich verbinden. Der Kunde hat die im geschützten Kundenbereich aufgeführten Sicherheitshinweise zu beachten, insbesondere die Maßnahmen zum Schutz der Hard- und Software der Informationssysteme des Kunden.

Artikel 23 – Personenbezogene Daten

Der Kunde wird informiert, dass die im Rahmen des Vertrags erhobenen Daten, die der EU-DSGVO unterliegen, Gegenstand einer elektronischen Datenverarbeitung sind. DKV hat die Möglichkeit, wenn dies zum Abschluss oder zur Durchführung des Vertrags notwendig ist, Daten an dritte Unternehmen zu übermitteln (zum Beispiel Partner von DKV), die im Rahmen der geltenden Bestimmungen und entsprechenden Garantien für DKV tätig werden, sofern die Daten von diesen Unternehmen rechtmäßig verarbeitet werden.

Weitere Informationen zum Datenschutz und Auskunftsrecht erhalten Sie unter www.dkv-euroservice.com/datenschutz.

SECTION 7 – DIVERS

Article 24 – Transfert du Contrat

DKV est à tout moment en droit de céder à une entreprise liée ou à un tiers la totalité du Contrat ou certains droits et obligations en découlant. DKV devra en informer en temps utile le Client par écrit.

Article 25 – Clause de sauvegarde

L'absence de validité de certaines stipulations des CG n'affecte aucunement la validité des autres stipulations.

Article 26 – Confidentialité des conditions contractuelles individuelles

Le Client est tenu, pendant la durée de la relation contractuelle avec DKV de traiter de manière strictement confidentielle ses conditions contractuelles individuelles telles que par exemple les prix, les frais de service et les données de transaction («Informations Confidentielles»), dans la mesure où il ne s'agit pas d'informations notoires ou qu'il ne soit pas obligé de les divulguer en vertu d'une loi ou d'une demande des autorités administratives ou judiciaires. Le Client ne doit pas divulguer les Informations Confidentielles à des tiers ou les utiliser à des fins commerciales sans le consentement de DKV. DKV se réserve le droit de demander réparation du préjudice subi à la suite d'une violation de l'obligation de confidentialité par le Client.

Article 27 – Droit applicable – Jurisdiction

La loi française est applicable. La convention de Vienne sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM) ne s'applique pas. Le tribunal de commerce de Paris est exclusivement compétent en cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution ou encore la cessation du Contrat.

Article 28 – Validité et interprétation

Les conditions générales sont rédigées en français et en allemand. En cas conflit d'interprétation entre les versions française et allemande, seule la version française des CG fait foi.

Version : 01/2020

TEIL 7 – SONSTIGES

Artikel 24 – Vertragsübertragung

DKV ist jederzeit dazu berechtigt, den gesamten Vertrag oder einzelne Rechte und Pflichten hieraus auf ein mit ihm verbundenes Unternehmen zu übertragen. DKV wird den Kunden über die Vertragsübertragung schriftlich rechtzeitig informieren.

Artikel 25 – Salvatorische Klausel

Sollten Teile dieser AGB unwirksam sein oder werden, so wird die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt.

Artikel 26 – Geheimhaltung von individuellen Vertragskonditionen

Der Kunde ist verpflichtet, für die Dauer der Vertragsbeziehung mit DKV seine individuellen Vertragskonditionen wie z. B. Preise, Serviceentgelte und Transaktionsdaten streng vertraulich zu behandeln („vertrauliche Informationen“), soweit es sich nicht um öffentlich bekannte Informationen handelt oder er aufgrund zwingendem Gesetz oder zwingender behördlicher oder gerichtlicher Anordnung zur Offenlegung verpflichtet ist. Der Kunde darf die vertraulichen Informationen ohne Genehmigung von DKV nicht an Dritte weitergeben oder für kommerzielle Zwecke nutzen. DKV behält sich vor, bei einem Verstoß des Kunden gegen die Geheimhaltungspflicht etwaig entstandene Schäden gerichtlich geltend zu machen.

Artikel 27 – Anwendbares Recht – Gerichtsbarkeit

Diese Vereinbarung unterliegt ausschließlich französischem Recht. Das UN-Kaufrecht (CISG) findet keine Anwendung. Jeder Streitfall bezüglich der Auslegung, Durchführung oder Beendigung dieses Vertrags unterliegt der alleinigen Zuständigkeit des Handelsgerichts von Paris.

Artikel 28 – Geltung und Auslegung

Diese AGB sind in französischer und deutscher Sprache verfasst. Im Falle eines Auslegungstreites hat stets der französische Text Vorrang.

Stand: 01/2020